

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:
Hôtel de Ville
BP 2205
06606 ANTIBES CEDEX

Effectif légal	Présents	Procurations + Absents
25	22	3

N° de la séance : 07

Objet de la délibération : Direction du
Développement Economique -
Association Recherche et Avenir - Octroi
d'une subvention

<input checked="" type="checkbox"/> Original <input type="checkbox"/> Expédition certifiée conforme à l'original Pour le Président, Le Directeur Général des Services Stéphane PINTRE
--

N° Enregistrement : BC.2016.058

Date de la convocation :

Le 19/04/2016

Certifié exécutoire compte tenu

de l'affichage
en date du

03 MAI 2016

de la réception s/Préfecture
en date du

10 MAI 2016

Pour le Président,
Le Directeur Général des Services


Stéphane PINTRE

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU BUREAU
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 25 avril 2016

L'an deux mil seize et le 25 avril à 10h30, le Bureau Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Les Genêts, 449 Route des Crêtes à Valbonne, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Député-Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Michelle SALUCKI, Lionnel LUCA, Marc DAUNIS, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Damien BAGARIA, Gérald LOMBARDO, Jean Pierre MAURIN, Joseph LE CHAPELAIN, Richard RIBERO, Thierry OCCELLI, Eric MELE, Marguerite BLAZY, Roger CRESP, Alain ARZIARI, Gilbert TAULANE, Jean-Paul ARNAUD, Richard THIERY, Claude BERENGER, René TRASTOUR, Joseph VALETTE

ABSENTS :

Guilaine DEBRAS, Jean-Pierre MASCARELLI, Gilbert HUGUES

Monsieur DAUNIS,

L'association Recherche et Avenir (REA) créée en 2005, dénommée «Association Européenne pour l'Education et la Recherche en Sciences», permet à des docteurs, des étudiants, des ingénieurs, des techniciens et des personnes dont la formation est scientifique et/ou philosophique, d'effectuer des travaux de recherche dans des disciplines telles que l'astronomie, l'astrophysique, les mathématiques, l'économie.

Les objectifs de cette association sont les suivants :

- développer une plateforme d'échange « Recherche-Industrie-Education-Culture » pour favoriser des partenariats et synergies entre ses différents acteurs par la réalisation d'enquêtes (auprès des entreprises et laboratoires publics) et l'organisation d'événementiels (Workshop et Festival de la Recherche) ;

- promouvoir le rapprochement entre l'Université et des entreprises par des actions de terrain et des projets collaboratifs (avec l'UPE 06 notamment) ;
- améliorer et professionnaliser l'insertion des jeunes diplômés en sciences ;
- développer des projets de recherche originaux.

Dans un contexte où la valorisation de la recherche scientifique évolue au rythme de nouvelles réformes, l'association REA propose des rencontres fondées sur la mutualisation d'expériences et de réflexions pour renforcer l'orientation et la pertinence des projets de recherche.

Ainsi, REA a organisé la dixième édition de son workshop scientifique intitulé « l'innovation au service de l'innovation » le 28 janvier 2016 au Business Pôle en proposant des ateliers visant à rassembler les différents acteurs de la recherche et de l'innovation pour susciter des collaborations et partenariats autour de la recherche et de sa valorisation.

Les quatre ateliers/tables rondes ont eu pour thème :

- L'offre publique innovante pour l'entreprise innovante ;
- Des labs pour favoriser l'innovation ouverte ;
- La fabrique à innovation : une culture de la créativité ;
- Le crowdfunding : financer la recherche et l'innovation.

C'est dans ce contexte que l'association REA sollicite auprès de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis un soutien financier de 5.000 €.

La CASA a déjà soutenu l'association REA dans l'organisation de workshops en lui octroyant une participation financière de 3 000 € par délibérations des 7 novembre 2011 et 17 juin 2013, de 5 000 € par délibération du 17 février 2014 et du 26 janvier 2015.

Lors du Bureau Communautaire du 1^{er} février, un acompte de 2.500 € sur la subvention 2016 a été approuvé. La présente convention indique le montant global proposé pour l'année 2016 et le solde à verser à savoir 2500 €.

Vu la délibération du Conseil Communautaire du 14 avril 2014 donnant délégation au Bureau Communautaire pour prendre toutes décisions, à l'exception des décisions budgétaires, en matière de subventions à recevoir ou à accorder ;

Il est donc proposé au Bureau Communautaire :

- de soutenir l'Association REA et de lui octroyer une subvention de 5.000 € ;
- d'approuver les termes de la convention de participation financière passée avec l'Association REA, dont le projet est joint en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer ladite convention ;
- d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer tout document nécessaire à la bonne exécution de cette délibération ;
- d'approuver le versement du solde à savoir 2.500 € selon les conditions prévues à l'article 5 ;
- d'imputer la dépense sur le compte 6574 du service Mission Sophia Antipolis.

**LE BUREAU COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU VICE-PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE,
A L'UNANIMITE, DECIDE :**

- de soutenir l'Association REA et de lui octroyer une subvention de 5.000 € ;
- d'approuver les termes de la convention de participation financière passée avec l'Association REA, dont le projet est joint en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer ladite convention ;
- d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer tout document nécessaire à la bonne exécution de cette délibération ;
- d'approuver le versement du solde à savoir 2.500 € selon les conditions prévues à l'article 5 ;
- d'imputer la dépense sur le compte 6574 du service Mission Sophia Antipolis.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 25 avril 2016
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,



Jean LEONETTI

CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE AVEC L'ASSOCIATION RECHERCHE ET AVENIR

Entre les soussignés :

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, ayant son siège social à la Mairie d'Antibes, B.P. 2205 - 06606 ANTIBES représentée par Monsieur Jean LEONETTI agissant au lieu et place de la Communauté en sa qualité de Président conformément à la délibération du Bureau Communautaire du 25 avril 2016 ;

Ci-après désignée **C.A.S.A.**

ET

L'Association dénommée Association RECHERCHE ET AVENIR – Association Européenne pour l'Éducation et la Recherche en Sciences régie par la Loi du 1er juillet 1901, ayant pour but de favoriser la Recherche Publique & Privée, l'Innovation et l'emploi des Diplômés en Sciences, dont le siège social est situé à Cannes, 11 rue Velasquez BP 209 – 06408 Cannes Cedex, représentée par Anne-Laure ROLLET agissant au lieu et place de l'association en sa qualité de Président, conformément aux statuts de l'association ;

Ci-après désignée **REA**

EXPOSE

Vu l'arrêté préfectoral en date du 10 décembre 2001 portant création de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, celle-ci exerce, au titre de ses compétences obligatoires, celle liée au développement économique.

Conformément à ses statuts, REA exerce notamment une mission relative à l'exercice de cette compétence :

REA met à disposition des acteurs de la Recherche, du Développement et de l'Innovation son réseau de docteurs et d'entreprises partenaires.

Sa connaissance de terrain à la fois de la Recherche publique et de la Recherche privée lui permet d'être un acteur efficace dans les actions de rapprochement Universités-Entreprises, en plaçant les docteurs au cœur des partenariats.

Par un accompagnement personnalisé vers l'emploi (formation, ateliers, tables rondes, suivi), REA facilite l'intégration des jeunes Docteurs en entreprise au sein du tissu économique local.

REA participe ainsi à favoriser :

- le développement de l'Innovation par la mutualisation des forces du territoire
- l'emploi très qualifié en revalorisant le plus haut diplôme universitaire : le Doctorat
- La Diffusion de la Culture tant scientifique qu'entrepreneuriale

Son workshop annuel traite des enjeux de la Recherche et de l'Innovation en France à travers les emplois et les projets collaboratifs.

La C.A.S.A., dans le cadre des compétences qui lui ont été transférées, souhaite soutenir cette action.

Dans ce cadre, il est prévu d'organiser un workshop, en proposant des ateliers de réflexion visant à rassembler les différents acteurs de la recherche et de l'innovation, en suscitant des collaborations et partenariats autour de la Recherche et de sa Valorisation.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, REA s'engage à mettre en œuvre, en référence aux orientations de politique publique mentionnées en préambule, l'organisation du Workshop « l'innovation au service de l'innovation ».

Ainsi, REA organise la dixième édition de son workshop scientifique le 28 janvier 2016 au Business Pôle en proposant des ateliers visant à rassembler les différents acteurs de la recherche et de l'innovation pour susciter des collaborations et partenariats autour de la Recherche et de sa Valorisation.

Les quatre ateliers/tables rondes ont pour thème :

- L'offre publique innovante pour l'entreprise innovante ;
- Des labs pour favoriser l'innovation ouverte ;
- La fabrique à innovation : une culture de la créativité ;
- Le crowdfunding : financer la recherche et l'innovation.

Les objectifs de l'événement sont les suivants :

Cet événement a pour objet de participer à l'établissement de partenariats entre les acteurs de la science et de l'innovation et le monde de l'entreprise.

En effet, une collaboration avec une entreprise permet au laboratoire de valoriser ses travaux de recherche et de bénéficier de budgets complémentaires. En retour, la collaboration permet à l'entreprise d'acquérir un haut niveau d'expertise, d'accéder à des équipements scientifiques performants, et parfois d'avoir une approche pluridisciplinaire.

De plus, pour les deux partenaires, il s'agit de se donner les moyens de jouer à jeu égal avec d'autres centres de recherches et d'autres entreprises dans le monde, car dans de nombreux pays le clivage public-privé n'est pas aussi prononcé qu'en France.

Au cours de ce workshop, l'ensemble des freins à la collaboration seront évoquées et les intervenants y apporteront leurs réponses. En particulier, le dispositif Rapprochement Université-Entreprise auquel la CASA participe en tant que partenaire et co-financeur, sera présenté.

En contrepartie, la C.A.S.A. s'engage à soutenir financièrement REA pour la réalisation de ces objectifs.

ARTICLE 2 : DUREE

La présente convention entre en vigueur une fois signée et revêtue de son caractère exécutoire. Elle est conclue pour l'année 2016.

En cas de non réalisation dans ce délai, la CASA se réserve le droit de demander le remboursement de tout ou partie de la subvention.

Durant cette période, l'association s'engage à notifier à la CASA tout retard pris dans l'exécution, toute modification des conditions d'exécution, de ses statuts ou de ses coordonnées bancaires.

ARTICLE 3 : DETERMINATION DES CÔUTS DE L'ACTION

Le coût total estimé éligible de l'action sur la durée de la convention est évalué à : 24 200 € conformément au budget prévisionnel figurant en annexe (comptes 60 à 86).

L'association s'engage à mettre en place une comptabilité de type analytique lui permettant d'enregistrer précisément les dépenses directes et indirectes de l'action financée.

Les coûts totaux estimés annuels prennent en compte toutes les charges ainsi que tous les produits affectés à l'action.

Ces produits comprennent en conséquence ceux liés à l'occupation gratuite des locaux situés au Business Pole – 1047 route des Dolines – Allée Pierre Ziller – 06 560 Valbonne - Sophia Antipolis

Les biens mis à disposition sont :

La grande salle, l'écran de télévision, tablettes, micros, grandes tables (4), tables basses (2), chaises (50), accès à l'espace cuisine.

Le montant de cette contribution en nature est évalué à 280 € HT et fait partie des contributions volontaires en nature figurant aux produits du budget prévisionnel de l'action transmis par l'Association. La contribution en nature est valorisée dans les comptes annuels de l'association (comptes n° 87).

Au terme de la convention, la C.A.S.A transmettra les situations des dépenses de cette contribution afin que REA intègre ces éléments financiers dans le compte de résultat et le bilan final.

ARTICLE 4 : ASSURANCE

REA reconnaît avoir souscrit une police d'assurance intégrant la responsabilité civile et les risques couvrant l'exercice de ses activités. Une copie doit être transmise sans délai à la C.A.S.A.

ARTICLE 5 : MONTANT DE LA SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENT

Le montant de la subvention annuelle attribuée par la C.A.S.A. hors coût de la mise à disposition des locaux (ou coût des contributions en nature) indiqué ci-dessus est de 5 000 €.

En conséquence, le montant de la subvention totale tenant compte du coût de la mise à disposition des locaux (ou du coût des contributions en nature) s'élève à : 5 280 €.

Par une délibération enregistrée sous la référence BC.2016.008, le Bureau Communautaire de la CASA a octroyé, le 1^{er} février 2016, un acompte de 2500 € sur la subvention 2016, objet de cette convention.

Le solde de la subvention soit 2500 € sera versée en une fois, à compter de la date d'exécution de la présente convention.

Le montant sera crédité au compte de l'Association par mandat administratif.

ARTICLE 6 : MODALITES DE SUIVI DE LA CONVENTION

➤ L'Association s'engage à produire auprès de la C.A.S.A. le bilan de l'action subventionnée.

6.1 Bilan

REA s'engage à fournir un bilan d'ensemble qualitatif et quantitatif de la mise en œuvre de l'action à partir des indicateurs quantitatifs et qualitatifs définis dans le dossier unique de demande de subvention.

Ces indicateurs quantitatifs et qualitatifs sont :

- Nombre de participants
- Couverture Médiatique
- Retours post-événement

La C.A.S.A. procèdera conjointement avec l'Association à l'évaluation des conditions de réalisation de l'action ou du programme d'actions de la manière suivante :

Le Conseil d'Administration de l'association aura la charge du suivi.

➤ L'Association invitera la C.A.S.A. à son Assemblée Générale (ordinaire et extraordinaire) et elle lui transmettra le compte-rendu des Assemblées ainsi que son rapport moral, d'activité et financier.

6.2 Bilan final –Evaluation définitive

L'évaluation définitive sera exercée au vu du bilan final basé sur les mêmes indicateurs quantitatifs et qualitatifs fournis par REA.

L'évaluation des conditions de réalisation des projets et actions auxquels la C.A.S.A. a apporté son concours porte sur la conformité des résultats avec les objectifs attendus, sur l'impact des actions ou des interventions, au regard de leur utilité sociale, de l'intérêt communautaire et de l'intérêt général.

L'évaluation positive de l'action conditionne le renouvellement de sa participation financière, en tout état de cause par convention expresse.

6.3 Commission paritaire

En cas de difficulté constatée dans la réalisation de l'action subventionnée, une commission paritaire, entre la C.A.S.A. et l'association, se réunira dans un délai de 2 mois après l'envoi d'une lettre recommandée de l'une des parties faisant état des difficultés. Cette commission devra identifier les difficultés et les éventuelles solutions à mettre en œuvre. Dans les cas où aucune solution ne serait trouvée durant la période de référence de la convention, la C.A.S.A. mettra en œuvre les procédures référencées aux articles 8 et 11.

ARTICLE 7 : OBLIGATIONS COMPTABLES ET JUSTIFICATIFS A FOURNIR

REA s'engage :

- A adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement n°99-01 du 16 février 1999 du Comité de la réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999 et à fournir lesdits comptes annuels dans les sept mois suivant la clôture de l'exercice.

- Plus particulièrement, l'Association REA remettra chaque année à la CASA ses bilan et compte de résultat ainsi que l'annexe comptable. En outre, elle communiquera une version détaillée de ses comptes annuels et éventuellement son dossier de gestion. Ce dernier, réalisé par l'expert-comptable, comprend des ratios, une analyse financière complétée de commentaires.
 - A fournir le compte rendu financier propre à l'objectif défini, signé par le Président ou toute personne habilitée, dans les six mois suivant sa réalisation ou avant le 1^{er} août au plus tard de l'année 2015.
 - Si l'Association REA est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un commissaire aux comptes, elle s'engage à transmettre à la C.A.S.A. tout rapport produit par celui-ci dans les délais utiles ainsi que ses comptes annuels certifiés conformes du dernier exercice connu.
- REA devra mentionner la participation de la C.A.S.A. dans tous les documents diffusés.

ARTICLE 8 : SANCTIONS

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la C.A.S.A. des conditions d'exécution de la convention par l'Association REA, et sans préjudice des dispositions prévues à la présente convention, la C.A.S.A. peut remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

ARTICLE 9 : CONTROLE DE LA C.A.S.A.

REA s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la C.A.S.A. de la réalisation des objectifs et de l'emploi des fonds notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile. A cet effet, l'association mettra en place des systèmes fiables et réguliers d'enregistrement de l'activité permettant d'en rendre compte à tout moment.

La CASA se réserve le droit de procéder ou de faire procéder par un organisme mandaté par elle, sur pièces ou sur place, à tout contrôle ou audit qu'elle jugerait utile.

Au cas où les contrôles feraient apparaître que les sommes versées n'ont pas été utilisées ou l'ont été à des fins autres que celles mentionnées à l'article 1^{er}, la CASA pourra exiger le reversement des sommes.

ARTICLE 10 : AVENANTS

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant, excepté ce qui concerne le montant de la subvention.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1^{er}.

ARTICLE 11 : RESILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

ARTICLE 12 : ELECTION DU DOMICILE

Le tribunal administratif territorialement compétent connaîtra les éventuelles contestations nées de l'application de la présente convention.

Fait à Valbonne Sophia Antipolis, le

En deux exemplaires

Pour l'Association REA,

Le Président,

Pour la Communauté d'Agglomération
Sophia Antipolis,

Le Président,

Anne-Laure ROLLET

Jean LEONETTI

3-2. Budget prévisionnel de l'action

Le total des charges doit être égal au total des produits

Année ou exercice 2015-2016

CHARGES	Montant ¹⁰	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 - Achats		70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services (UTLN)	1500
Prestations de services	550		
Achats matières et fournitures	200	74- Subventions d'exploitation¹¹	
Frais Généraux (Poste - Telecom)	100	Etat : précisez le(s) ministère(s) sollicité(s)	
Autres charges	30	- PRE	
61 - Services extérieurs		-	
Locations		Région(s) :	
Entretien et réparation		-	
Assurance	60	Département(s) :	
Documentation		-	
62 - Autres services extérieurs		Intercommunalité(s) : EPCI ¹²	
Rémunérations intermédiaires et honoraires	100	- CASA	5000
Publicité, publication	300	Commune(s) :	
Déplacements, missions	1600	-	
Services bancaires, autres		Organismes sociaux (détailler) :	
63 - Impôts et taxes		-	
Impôts et taxes sur rémunération,		-	
Autres impôts et taxes		-	
64- Charges de personnel		Fonds européens	
Rémunération des personnels,	6000	L'agence de services et de paiement (ex CNASEA, emploi aidés)	
Charges sociales,	5000	Autres établissements publics	
Autres charges de personnel		Autres privées	
65- Autres charges de gestion courante		75 - Autres produits de gestion courante	
66- Charges financières		Dont cotisations, dons manuels ou legs	
67- Charges exceptionnelles		76 - Produits financiers	
68- Dotation aux amortissements		78 - Reprises sur amortissements et provisions	
CHARGES INDIRECTES		RESSOURCES INDIRECTES	
Charges fixes de fonctionnement	60	Prestations de Services (RUE)	1500
Frais financiers		Fonds propres	6600
Autres			
TOTAL DES CHARGES	14 600	TOTAL DES PRODUITS	14 600
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES ¹³			
86- Emplois des contributions volontaires en nature		87 - Contributions volontaires en nature	
Secours en nature		Bénévolat	6600
Mise à disposition gratuite de biens et prestations	3000	Prestations en nature	3000
Personnel bénévole	6600	Dons en nature	
TOTAL	24 200	TOTAL	24 200

Anne-Laure Rollet, Présidente



¹⁰ Ne pas indiquer les centimes d'euros.

¹¹ L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs. Aucun document complémentaire ne sera demandé si cette partie est complétée en indiquant les autres services et collectivités sollicitées.

¹² Catégories d'établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre : communauté de communes, communauté d'agglomération, communauté urbaine.

¹³ Le plan comptable des associations, issu du règlement CRC n°99-01, prévoit a minima une information (quantitative ou, à défaut, qualitative) dans l'annexe et une possibilité d'inscription en comptabilité, mais en engagements « hors bilan » et « au pied » du compte de résultat.

AR réceptionné - Imprimer

Date de l'acte : 25/04/2016
Numéro : BC.2016.058
Nature : DE - Deliberations
Objet : Association Recherche et Avenir - Octroi d'une subvention
Matière : 8.6 - Emploi-formation professionnelle

Interlocuteur

Nom : CHALIER Vanessa

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : 109791006
Référence envoi : IDF2016-05-10T15-22-59.00
Envoyé le : 10/05/2016
à (TU) : 13h23:11

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 10/05/2016
Identifiant : 006-240600585-20160425-AOI_5989-DE

Acte reçu

Date : 25/04/2016
Numéro interne : AOI_5989
Code nature : 1
Code matière 1 : 8
Code matière 2 : 6
Objet : Association Recherche et Avenir - Octroi d'une subvention
Classification utilisée : 01/04/2004
Document : 006-240600585-20160425-AOI_5989-DE-1-1_1.pdf

Annexes

Nombre : 2
006-240600585-20160425-AOI_5989-DE-1-1_2.pdf
006-240600585-20160425-AOI_5989-DE-1-1_3.pdf